

1ER MAI 2021

JOURNÉE INTERNATIONALE DE REVENDICATIONS ET DE MANIFESTATION... NI CONFINEMENT, NI COUVRE-FEU POUR LA DÉFENSE DES LIBERTÉS PUBLIQUES ET POUR LES REVENDICATIONS SOCIALES !

Les organisations syndicales du Puy de Dôme CGT, FO, FSU,
Solidaires et UNEF appellent à manifester le 1er mai 2021

Ensemble contre l'état d'urgence... pour les droits sociaux et pour la défense des libertés !

Le 1er mai, journée internationale de revendications pour les travailleurs et travailleuses du monde entier, s'est construit dans les combats pour la conquête des droits démocratiques et la défense des libertés... Dans le monde, ces droits sont remis en cause, y compris en France, aujourd'hui mise en cause par les grandes associations de défense des droits de l'Homme : état d'urgence, loi sur la sécurité globale, décrets sur le fichage des militant-e-s, restrictions aux libertés de manifestation, de réunions, répression

contre les militant-e-s syndicaux et syndicales... Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF exigent l'abrogation de la loi sécurité globale, le retrait des décrets sur le fichage, la levée de l'état d'urgence et de toutes les mesures qui en sont la conséquence, l'arrêt de la répression contre les militant-e-s syndicaux et syndicales. Dans ce cadre, les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF soutiennent la mobilisation et les revendications des salarié-e-s du spectacle et de la culture.

Pour la défense de l'hôpital public et de la Protection Sociale

La situation sanitaire est surtout la conséquence de la politique de destruction de l'hôpital public menée par les gouvernements successifs : 100 000 lits d'hôpitaux ont été supprimés en 20 ans ! Et le gouvernement poursuit cet objectif : malgré quelques avancées salariales, pour certain-e-s le volet du « Ségur de la Santé » concernant l'organisation du système de santé prévoit une nouvelle étape dans le démantèlement de l'hôpital public. Contre cette politique, CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF soutiennent les revendications des personnels des hôpitaux, des EHPAD, des établissements médico-sociaux, de l'aide à domicile et des soins à la personne... : rétablissement des lits supprimés en

particulier dans les services de réanimation, réouverture des services et des établissements fermés, recrutement des personnels nécessaires, amélioration des conditions de travail, attribution des 183 € à tou-te-s les « oublié-e-s » du Ségur !

Dans ce contexte, CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF constatent le rôle essentiel de la Sécurité sociale et s'inquiètent du discours gouvernemental sur son déficit. Elles rappellent que celui-ci a été sciemment organisé par les différents gouvernements qui ont mis en place par les exonérations l'asphyxie de la Sécurité sociale. CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF se prononcent pour la défense de la Sécurité sociale de 1945 financée par les cotisations.

Pour la défense des services publics

En vertu de la politique d'austérité et de réduction des dépenses publiques, le gouvernement poursuit le démantèlement des services publics alors que ceux-ci sont essentiels en particulier dans la situation actuelle. Les services publics sont avant tout une richesse pour les citoyen-ne-s. Chacun-e peut ainsi accéder à la santé, l'éducation, aux infrastructures publiques, à la culture, etc... A hauteur de ses besoins. Leur fonctionnement relève d'un financement « socialisé », notion inscrite dans la déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen (article 13). CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF se prononcent pour le maintien et la réouverture des services publics de proximité : gares, bureaux de postes, trésoreries, établissements scolaires, SDIS, ... et exigent l'arrêt des suppressions de postes dans les 3 fonctions publiques et l'abandon de la réforme de transformation de la fonction publique.

CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF dénoncent la multiplication des postes de contractuels en lieu et place des fonctionnaires. Pour des services publics de qualité, il faut des emplois de fonctionnaires.

Alors que le gouvernement continue d'attaquer l'école publique, CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF exigent l'arrêt des fermetures de classes et de sections et le recrutement de tou-te-s les enseignant-e-s nécessaires.

Les organisations syndicales revendiquent également l'arrêt de la privatisation des Universités par la mise en place de la Loi de Programmation de la Recherche et des Etablissements Expérimentaux, ainsi qu'un investissement massif dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche.

**MANIFESTATION À 10H30
DÉPART ARRÊT DE TRAM
MAISON DE LA CULTURE**

Pour la défense de l'emploi et des garanties collectives

Le gouvernement finance un plan de relance de dizaines de milliards d'euros. Encore des cadeaux sans contrepartie aux entreprises qui empochent les aides publiques tout en fermant les sites, supprimant des emplois. C'est avant tout un plan tout à la faveur des plus grandes entreprises sans aucune conditionnalité sociale ou environnementale ni aucun contrôle. Les dividendes des grands groupes sont préservés mais les licenciements continuent et les plus précaires (intérimaires, chômeur-euse-s, intermittent-e-s, saisonnier-ère-s, CDD) sont les premières victimes.

CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF exigent l'arrêt des suppressions d'emplois et des licenciements. Elles réaffirment leur revendication d'abrogation de la

réforme de l'assurance chômage qui réduit les droits des demandeur-euse-s d'emplois. Elles revendiquent la titularisation des précaires de la Fonction Publique.

Sous prétexte de mesures exceptionnelles dans le cadre de la crise, le gouvernement s'est une nouvelle fois attaqué à plusieurs dispositions du Code du Travail : congés, temps de travail, pause, repos hebdomadaire, conditions de travail... Et le gouvernement rassure le MEDEF en affirmant que ces mesures seront pérennisées. **CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF exigent l'annulation des ordonnances de dérogation au Code du Travail, aux conventions collectives et aux statuts.**

Pour l'augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux

Les salarié-e-s, du privé comme du public, subissent la politique de blocage des salaires qui contribue à diminuer le pouvoir d'achat. Le développement du chômage et de l'activité partielle a des conséquences graves pour le budget des salarié-e-s. Pire encore, tout en reculant les discussions autour du partage de la valeur, et donc de l'augmentation des salaires, le gouvernement n'hésite pas, dans la mise en œuvre du plan de relance, à proposer des baisses de salaire en envisageant d'élargir encore les exonérations de

cotisations sociales qui existent pour différents dispositifs tels que le congé de mobilité ou le congé de reclassement. **CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF réclament l'augmentation générale de l'ensemble des salaires, à commencer par le SMIC, des grilles salariales, de la valeur du point d'indice dans la fonction publique, des pensions et des minima sociaux. Elles revendiquent le maintien à 100 % du salaire en cas d'activité partielle.**

Pour la défense des régimes de retraite, contre le projet de système unique par points

Il y a un an, le gouvernement pour justifier sa réforme de destruction des régimes de retraite et du système par répartition, affirmait que son projet obéissait à une volonté de justice sociale... Un an après, le gouvernement ne cache plus les véritables objectifs du projet de système unique par points et affirme que la réforme est une nécessité

économique afin de faire face à la dette engendrée par la crise actuelle ! **La réforme est toujours sur la table et les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF continuent d'en dénoncer le caractère de régression sociale et d'en exiger le retrait !**

manifestation dans le respect des règles sanitaires et des gestes barrières

Le gouvernement et le patronat n'ont de cesse, sous prétexte de la crise sanitaire, d'appeler à l'union nationale... Dans le même temps le gouvernement poursuit sa politique de destruction sociale et de casse des libertés. Alors que le pays et le monde connaissent une situation sanitaire et sociale grave et inédite, la machine à socialiser les pertes et privatiser les profits fonctionne à plein régime ! Les organisations syndicales du Puy de Dôme refusent tout pacte avec ce gouvernement qui conduirait à aliéner leur capacité de mobilisation et de défense des droits et des revendications des travailleurs et des travailleuses...

Si les luttes empruntent souvent des formes très différentes, les revendications que les salarié-e-s y défendent décrivent la même réalité et expriment la même volonté : celle d'agir pour le maintien et le développement de leur emploi, contre la généralisation de la précarité, pour une revalorisation de leur salaire, pour la défense de la protection sociale, pour la justice sociale !

Dans le cadre de ce 1er mai 2021, les organisations syndicales du Puy de Dôme, CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF expriment leur totale solidarité avec les travailleurs et travailleuses du monde entier qui luttent contre l'oppression, pour la défense des libertés, pour leurs revendications sociales et pour l'affirmation des droits humains, sociaux et environnementaux. CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF considèrent dans cette situation que la lutte pour la défense des libertés et le combat pour la satisfaction des revendications doivent converger dans le rapport de force et l'action interprofessionnelle.

Aussi en ce 1er mai 2021, CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF appellent ensemble à manifester dans le cadre de la journée internationale de revendication et de manifestation pour les travailleurs et les travailleuses

